

FOOTBALL WORLD CUP



RUSSIA
2018

PENDANT LA COUPE DU MONDE,
LA RÉPRESSION CONTINUE



**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

www.rsf.org

FOOTBALL WORLD CUP



RUSSIA
2018

GROUPE A : **RUSSIE (RUS)**

Équipe des journalistes
emprisonnés pour
leurs activités d'information

1

ALEXANDER SOKOLOV

Poste : Journaliste d'investigation pour le groupe de presse indépendant RBC, connu pour ses enquêtes sur la corruption à grande échelle.

Performance : Arrêté en juillet 2015 après avoir révélé des détournements de fonds massifs sur un chantier public phare. Condamné à trois ans et demi de prison pour "extrémisme".

2

IGOR RUDNIKOV

Poste : Fondateur et rédacteur en chef du principal journal indépendant de la région de Kaliningrad, Novye Kolesa.

Performance : Forte personnalité locale. A survécu à deux tentatives d'assassinat. Jeté en prison en novembre 2017 et accusé d'"extorsion de fonds" par le chef local de la police spéciale, qui était visé par ses enquêtes.

3

ZHALAUDI GERIEV

Poste : Collaborateur du site d'information Kavkazsky Ouzel en Tchétchénie.

Performance : Arrêté en avril 2016 et condamné à trois ans de prison pour "détention de drogue". L'accusation ne repose que sur des "aveux" qui lui ont été extorqués sous la torture et sur lesquels il est immédiatement revenu.



4

ALEXANDER TOLMACHEV

Poste : Rédacteur en chef de deux publications de la région de Rostov-sur-le-Don, Oupolnomotchen Zaïavit' et Pro Rostov.

Performance : Jeté en prison en décembre 2011 et illégalement maintenu en détention provisoire pendant près de trois ans, malgré de graves problèmes de santé. Condamné à neuf ans de camp pour "extorsion de fonds", notamment par ceux qu'il mettait en cause dans ses articles.

5

ALEXEI KUNGUROV

Poste : Blogueur à Tioumen, en Sibérie occidentale.

Performance : Arrêté en juin 2016 et condamné à deux ans et demi de camp pour "apologie du terrorisme" par un tribunal militaire. Le post incriminé, publié sur son blog, critiquait l'intervention russe en Syrie.

7

ALEXEI NAZIMOV

Poste : Rédacteur en chef du journal d'opposition Tvoïa Gazeta à Alouchta (Crimée, territoire ukrainien annexé en 2014).

Performance : En détention depuis octobre 2016. Accusé d'"extorsion de fonds" par l'antenne locale du parti au pouvoir Russie Unie, qu'il critiquait dans ses articles.

6

ALEXANDER VALOV

Poste : Rédacteur en chef de la plateforme BlogSochi, dans la région de Sotchi.

Performance : Connu pour ses critiques à l'égard des autorités locales. En détention provisoire depuis janvier 2018. Accusé d'"extorsion de fonds" par un député qu'il mettait en cause.

Combien de journalistes Vladimir Poutine va-t-il encore sélectionner ?

POUTINE, CHAMPION DE LA DISTRIBUTION DE CARTONS ROUGES

Jamais le président Vladimir Poutine n'a distribué autant de cartons rouges aux médias russes. À la 148^e place sur 180 au dernier Classement mondial de RSF, la liberté de la presse en Russie sombre à un niveau inédit depuis la chute de l'URSS. RSF vous fait le résumé du match.

LE KREMLIN FAIT SON MERCATO

Le Kremlin contrôle les principaux grands médias. Les chaînes de télévision fédérales, première source d'information des citoyens russes, ont été reprises en main dès que Poutine est devenu sélectionneur. Non contentes de faire la part belle à l'agenda officiel et de minimiser les mauvaises nouvelles, ces chaînes se livrent à une propagande de plus en plus éhontée, entretenant un climat de haine et de paranoïa vis-à-vis de la société civile. L'emprise du Kremlin sur les médias d'État s'est encore accentuée après leur refonte fin 2013 au sein du consortium *Rossiya Segodnya*, dont le but assumé est de présenter au monde la position officielle des autorités.

LE JOURNALISME INDÉPENDANT PERD DU TERRAIN

Le match est déséquilibré. Acculés en défense, de nombreux patrons de presse sont contraints de faire le ménage dans leurs rédactions ou de vendre leurs médias à des investisseurs proches du pouvoir. Si des titres indépendants maintiennent un journalisme de grande qualité et multiplient les investigations sans concession, leur audience est sans commune mesure avec les grands médias contrôlés par l'État. Et dès qu'un de ces titres s'approche du but, il est brutalement renvoyé sur le banc de touche : exclusion des réseaux satellitaires et câblés, rédacteurs en chef limogés...

LE POUVOIR FAIT DE L'ANTI-JEU

Tout est bon pour truquer les matchs. Y compris changer les règles : de la pénalisation de la diffamation à l'"offense aux sentiments des croyants", les lois liberticides ne cessent de se multiplier. Leur caractère vague et large permet leur application sélective et arbitraire. Les organisations de défense de la liberté de la presse n'échappent pas à la criminalisation, qui menace même aujourd'hui les médias étrangers.

Internet se retrouve en position de hors-jeu : sites bloqués sans décision de justice, contrôle des blogueurs, censure des moteurs de recherche et des agrégateurs d'information, interdiction des VPN... En s'efforçant de bloquer la messagerie cryptée Telegram malgré d'immenses dommages collatéraux, Moscou fait son entrée dans un club restreint longtemps réservé à la Chine ou à l'Iran. De plus en plus d'internautes sont jetés en prison pour leurs propos sur les réseaux sociaux, voire pour un simple "like".

UN VÉRITABLE "JEU À HUIS CLOS"

Vladimir Poutine utilise des tactiques toujours plus offensives. Jamais autant de journalistes et de blogueurs n'ont été emprisonnés depuis 1991. Ceux qui mettent des tacles par derrière aux journalistes, en revanche, ne reçoivent jamais des cartons rouges : depuis les violences policières jusqu'aux assassinats, l'impunité est la règle. Au moins 34 journalistes ont été tués du fait de leurs activités d'information depuis l'an 2000 en Russie. Dans la grande majorité des cas, les enquêtes ne donnent rien et les commanditaires ne sont jamais identifiés.

En Tchétchénie ou en Crimée, annexée en 2014, les règles n'ont tout bonnement plus cours : avec la bénédiction du Kremlin, ces régions se transforment en véritables "jeux à huis clos".